

Gouvernance d'entreprise

La Poste attache une grande importance à la gouvernance d'entreprise et applique depuis plusieurs années le Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise d'économie-suisse. Elle structure en outre son rapport de gestion conformément à la directive SIX applicable aux entreprises cotées en bourse.

Structure du groupe et actionariat

Forme juridique et propriété

Depuis le 26 juin 2013, la Poste présente une structure de holding. En tant que société faitière, La Poste Suisse SA revêt la forme d'une société anonyme de droit public, propriété de la seule Confédération. L'organigramme de la page 12 présente les unités d'organisation du groupe et le chapitre «Périmètre de consolidation», à la page 143, l'ensemble de ses participations.

Pilotage par la Confédération

La Confédération pilote la Poste en lui assignant des objectifs stratégiques, dont elle contrôle la réalisation sur la base d'un rapport annuel destiné au propriétaire ainsi que de rapports sur le personnel (loi sur le personnel de la Confédération et ordonnance sur les salaires des cadres). Voir aussi la politique d'information à la page 71.

Comptes réglementaires

Coûts nets découlant de l'obligation de fournir le service universel

Selon l'article 19, alinéa 2, de la loi du 17 décembre 2010 sur la poste, la Poste est tenue de présenter sa comptabilité de telle façon que les coûts et le produit de chaque prestation puissent être attestés. L'ordonnance du 29 août 2012 sur la poste précise ces prescriptions et régit le calcul des coûts nets découlant de l'obligation de fournir le service universel.

Ces coûts nets sont déterminés en comparant le résultat hypothétique que réaliserait la Poste en l'absence de l'obligation de fournir le service universel et le résultat effectivement réalisé. Ils correspondent à la différence entre les coûts qui seraient évités et les recettes qui ne seraient pas générées si le service universel n'était pas fourni. La Poste a calculé concrètement les coûts nets découlant de l'obligation de fournir le service universel, pour la première fois pour l'exercice 2013. Pour 2014, ceux-ci ont atteint environ 392 millions de francs. L'autorité de régulation, à savoir la PostCom, a approuvé le calcul en mai 2015. Les coûts nets de l'exercice 2015 seront publiés dans une annexe au rapport financier après leur approbation par la PostCom dans le courant du deuxième trimestre 2016. Ils pourront être consultés à l'adresse www.poste.ch/rapportdegestion.

La Poste peut compenser les coûts nets de l'exercice précédent entre les segments et les sociétés du groupe (compensation des coûts nets; CCN). Avec la compensation des coûts nets, la Poste répartit la charge du service universel entre les services et les segments qui sont le mieux à même de la supporter. La compensation des coûts nets n'a certes pas d'incidence sur le résultat financier du groupe, mais se répercute par contre sur les résultats des segments PostFinance, PostLogistics, PostMail et Réseau postal et vente.

La société de révision KPMG SA contrôle chaque année à l'intention de la PostCom le calcul et la compensation des coûts nets, la présentation des comptes ainsi que le respect de l'interdiction des subventions croisées.

RAPPORT DE SITUATION		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE		COMPTES ANNUELS	
6	Activités	60	Structure du groupe et actionnariat	73	Groupe
12	Organisation	60	Comptes réglementaires	153	La Poste Suisse SA
13	Evolution	61	Structure du capital	163	PostFinance SA
16	Stratégie du groupe	61	Conseil d'administration		
22	Gestion financière	65	Direction du groupe		
24	Evolution de l'activité	68	Indemnités		
52	Rapport sur les risques	71	Organe de révision		
57	Perspectives	71	Politique d'information		

Rabais sur les prix de distribution des journaux et des périodiques ayants droit

Conformément à l'article 16 de la loi sur la poste (LPO), la Confédération alloue des contributions annuelles de 50 millions de francs pour l'octroi de rabais sur les prix de distribution des journaux et des périodiques ayants droit. Depuis le 1^{er} janvier 2013, ces contributions sont non plus portées au crédit du compte des journaux de la Poste, mais intégralement distribuées aux titres ayants droit sous la forme d'une réduction de prix. La Poste tient à cet effet, dans le bilan du segment PostMail, un compte de passage duquel les subventions à la presse sont progressivement débitées pour être portées au crédit des éditeurs concernés, réduisant ainsi leur facture.

Structure du capital

Les fonds propres consolidés de la Poste comprennent le capital-actions entièrement libéré de 1,3 milliard de francs, ainsi que les réserves issues du capital et de bénéfices de 3,1 milliards. A la clôture de l'exercice, les fonds de tiers s'élevaient à quelque 1,3 milliard de francs.

En 2016, l'Assemblée générale est chargée de verser à la Confédération, à titre de dividende, 200 millions de francs provenant du bénéfice 2015 (décision 2014: 200 millions, versés en 2015). Le solde est affecté aux fonds propres; à la clôture de l'exercice, ceux-ci s'élevaient à 4,4 milliards de francs (exercice précédent: 5 milliards).

Conseil d'administration

Composition

Au 31 décembre 2015, le Conseil d'administration de La Poste Suisse SA était composé de neuf membres, élus par le Conseil fédéral pour une période de deux ans. Le Conseil d'administration veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques, établit un rapport sur leur réalisation à l'intention du Conseil fédéral et lui fournit les informations nécessaires au contrôle. Il a par ailleurs tous les droits et obligations prévus par le droit de la société anonyme (Code des obligations).

Aucun des membres du Conseil d'administration n'entretient de relations d'affaires avec la Poste ou ses sociétés, ni n'a assumé de fonction exécutive au sein du groupe Poste au cours des quatre dernières années. Conformément à la loi sur l'organisation de la Poste, le personnel a le droit d'être représenté de manière appropriée au sein du Conseil d'administration. En 2015, les représentants du personnel étaient, comme lors de l'exercice précédent, Susanne Blank et Michel Gobet.

Après le président et les vice-présidents, les autres membres du Conseil d'administration sont présentés ci-dessous dans l'ordre chronologique de leur entrée en fonction.

Peter Hasler

Président du Conseil d'administration, né en 1946, Suisse, depuis 2010, dr en droit

Comités: Organization, Nomination & Remuneration; Audit, Risk & Compliance; Investment, Mergers & Acquisitions.

Parcours professionnel: mandats dans des conseils d'administration (CA) et des fondations; membre de plusieurs commissions fédérales; vice-président de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva); directeur de l'Union patronale suisse; directeur de l'Association patronale suisse de l'industrie des machines (ASM); secrétaire de l'ASM; juriste et assistant du président du CA de Flug- und Fahrzeugwerke Altenrhein AG (FFA); adjoint auprès de l'autorité tutélaire de Zurich.

Principaux mandats: Caisse suisse de voyage Reka (président de la coopérative); SIZ AG, Schweizerisches Informatik-Zertifikat (vice-président du CA).

Andreas Schläpfer

Membre du Conseil d'administration, vice-président, né en 1947, Suisse, depuis 2009, lic. éc. de l'Ecole des hautes études économiques, juridiques et sociales de Saint-Gall (HSG)

Comités: Investment, Mergers & Acquisitions (président).

Parcours professionnel: Nestlé (directeur général France, Russie, Thaïlande/Indochine et Zimbabwe, Global Business Head/Senior Vice President des aliments pour enfants); International Trade Centre UNCTAD/GATT (conseiller en marketing).

Principaux mandats: aucun.

Adriano P. Vassalli

Membre du Conseil d'administration, vice-président, né en 1954, Suisse, depuis 2010, expert économiste diplômé

Comités: Audit, Risk & Compliance (président).

Parcours professionnel: Studio di consulenza e di revisione (fondateur et propriétaire); Arthur Andersen (fondateur et responsable des filiales de Lugano et de Berne, partenaire international); Revisuisse SA (réviseur et consultant à Berne, fondateur de la filiale de Lugano).

Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA, comité Audit & Compliance [président]); Istituto di previdenza del Cantone Ticino (membre du CA); Croix-Rouge suisse (membre du Conseil de la Croix-Rouge et du Comité exécutif de la Conférence des associations cantonales de la Croix-Rouge; président de l'association cantonale du Tessin et de la section du Sottoceneri).

Susanne Blank

Membre du Conseil d'administration, représentante du personnel, née en 1972, Suisse, depuis 2008, lic. sc. pol.

Comités: Organization, Nomination & Remuneration.

Parcours professionnel: Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, rédactrice en chef à «La Vie économique»; Travail.Suisse, organisation faïtière des travailleurs (responsable Politique économique et membre de la direction); Office fédéral de la statistique OFS (révision de l'indice suisse des prix à la consommation).

Principaux mandats: ewb, Energie Wasser Bern (membre du CA).

Marco Durrer

Membre du Conseil d'administration, né en 1952, Suisse, depuis 2009, dr ès sc. pol. (Relations internationales), MALD, The Fletcher School, Tufts University, Etats-Unis

Comités: Organization, Nomination & Remuneration (président).

Parcours professionnel: mandats dans des conseils d'administration; Valiant Banque Privée SA, Berne (CEO et membre de la direction du groupe Valiant Holding SA); Lombard, Odier, Darier, Hentsch & Cie, Genève/Zurich (Group Management, responsable de succursale Zurich); Deutsche Bank (Suisse) SA, Genève (responsable Sales and Trading); Credit Suisse (Investment Banking).

Principaux mandats: PostFinance SA (vice-président du CA, comité Organization, Nomination & Remuneration (président)); Picard Angst SA (membre du CA); Piguet Galland & Cie SA (membre du CA); DGM Immobilien AG (président du CA); COMUNUS SICAV, Montreux (vice-président du CA).

RAPPORT DE SITUATION		GOVERNANCE D'ENTREPRISE	COMPTES ANNUELS
6	Activités	60	Structure du groupe et actionnariat
12	Organisation	60	Comptes réglementaires
13	Evolution	61	Structure du capital
16	Stratégie du groupe	61	Conseil d'administration
22	Gestion financière	65	Direction du groupe
24	Evolution de l'activité	68	Indemnités
52	Rapport sur les risques	71	Organe de révision
57	Perspectives	71	Politique d'information
		73	Groupe
		153	La Poste Suisse SA
		163	PostFinance SA

Philippe Milliet



Membre du Conseil d'administration, né en 1963, Suisse, depuis 2010, diplômé en pharmacie de l'Université de Lausanne, MBA, Ecole des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne

Comités: Audit, Risk & Compliance.

Parcours professionnel: Bobst Group (membre du Comité de direction, responsable Business Unit Sheet-Fed); Galenica SA (responsable DG Santé, membre de la DG du groupe); Unicable (CEO); Galenica SA (responsable centres de distribution, responsable opérations et CEO de Galexis SA); Pharmatic SA (analyste/programmeur et responsable de projet); McKinsey (associé, Engagement Manager); Galenica Holding SA (analyste/programmeur et assistant du président de la DG).

Principaux mandats: aucun.

Michel Gobet



Membre du Conseil d'administration, représentant du personnel, né en 1954, Suisse, depuis 2010, lic. hist. phil.

Comités: Investment, Mergers & Acquisitions.

Parcours professionnel: syndicom, syndicat des médias et de la communication (secrétaire central); Union PTT (secrétaire central et secrétaire général suppléant); Service archéologique cantonal de Fribourg (direction de chantiers).

Principaux mandats: Swisscom SA (membre du CA jusqu'au 6 avril 2016); UNI Global Union (trésorier, membre du World Executive Committee et de l'European ICTS Steering Committee); gdz (membre du CA).

Nadja Lang



Membre du Conseil d'administration, née en 1973, Suisse, depuis 2014, économiste d'entreprise HES

Comités: Organization, Nomination & Remuneration.

Parcours professionnel: Fondation Max Havelaar Suisse (directrice); précédemment: présidente du comité de pilotage pour le Global Account Management auprès de l'organisation faîtière Fairtrade International, directrice commerciale et directrice suppléante de Max Havelaar; European Marketing Manager, General Mills Europe Sàrl à Londres/Nyon; divers postes (de direction) au Brand Management et au département de l'innovation de The Coca-Cola Company, Alpine Division.

Principaux mandats: Metron AG, Brugg (vice-présidente du CA); Energie 360° (membre du CA).

Myriam Meyer



Membre du Conseil d'administration, née en 1962, Suisse, depuis 2014, dr ès sc. techn.

Comités: Audit, Risk & Compliance.

Parcours professionnel: mmtec (propriétaire et directrice); WIFAG-Polytype Holding SA (CEO du groupe); RUAG Aerospace (CEO); Roche (membre de la direction de Roche Consumer Health); Swissair (membre de la direction Flight Operations); SR Technics (vice-présidente Engineering).

Principaux mandats: Membre de divers CA: Wienerberger AG, Repower AG, Bedag Informatik SA; Commission pour la technologie et l'innovation CTI (vice-présidente); Swisscontact (membre du Conseil de fondation); Industrial Advisory Board du département de génie mécanique et des procédés de l'EPF Zurich (membre); Commission consultative de la coopération internationale au développement de la DDC (membre).

Kerstin Büchel



Secrétaire générale, née en 1970, Suisse/Allemagne/Suède, membre depuis 2009, lic. sc. pol.

Parcours professionnel: Valiant Banque Privée SA (responsable Développement du marché et service des ventes); UBS SA Suisse, Bâle et Zurich, et UBS SA Italie, Rome (Junior Key People, Product Management, conseil clientèle, Events, Business Development and Strategic Marketing, Asset and Liability Management, International Client Reporting).

Principaux mandats: aucun.

Gestion uniforme

Le Conseil d'administration répond de la gestion uniforme de la Poste et des sociétés du groupe devant le Conseil fédéral. La société holding représente l'ensemble du groupe vis-à-vis du propriétaire et répond de l'exécution des obligations relevant du service universel. Elle a le droit de faire appel aux sociétés du groupe pour remplir ces obligations.

Rôle et méthode de travail du Conseil d'administration

Dans le cadre des objectifs stratégiques du Conseil fédéral, le Conseil d'administration assure la haute direction et la haute surveillance des personnes chargées de la conduite des affaires. De plus, il définit la politique de l'entreprise, y compris sa politique commerciale, et fixe les objectifs à moyen et à long termes du groupe, de même que les moyens nécessaires à leur réalisation. Il approuve entre autres la structure de base du groupe, les mandats des membres du Conseil d'administration de PostFinance SA, le système de prix à l'intention du Conseil fédéral, les normes de présentation des comptes, le budget, les rapports établis à l'intention du propriétaire, de l'OFCOM et de la PostCom, ainsi que les grands projets et les projets stratégiques. Enfin, il élit les membres de la Direction du groupe, approuve leur salaire et ratifie les conventions collectives de travail. Durant l'exercice sous revue, le Conseil d'administration s'est réuni à dix reprises au total. La directrice générale et le responsable Finances participent à ses séances, avec voix consultative.

Une limite d'âge de 70 ans a été fixée pour tous les membres du Conseil d'administration, qui ne peuvent en outre exercer leur mandat pendant plus de douze ans. Trois comités permanents remplissent des fonctions de conseil et, dans une mesure limitée, de décision. Leurs membres sont désignés par le Conseil d'administration. Enfin, le Conseil d'administration peut à tout moment constituer des comités temporaires pour traiter de dossiers particuliers. Il n'existe aucun accord de représentation réciproque au sein de leurs conseils d'administration conclu entre la Poste et une autre entreprise.

Le président du Conseil d'administration entretient les bonnes relations avec le propriétaire et coordonne les affaires d'ordre supérieur, en particulier avec son homologue du Conseil d'administration de PostFinance SA. Il dirige les séances du Conseil d'administration et le représente à l'extérieur.

Comité Audit, Risk & Compliance

Le comité Audit, Risk & Compliance assiste le Conseil d'administration, notamment pour l'examen de la comptabilité, du rapport financier et de la gestion des risques. Il est responsable de la création et du développement de structures de surveillance internes appropriées et veille au respect des dispositions légales. Il évalue en outre régulièrement la gestion des risques de la Poste et approuve le rapport semestriel. Enfin, il étudie les observations et les recommandations de l'unité Révision du groupe et de l'organe de révision externe et soumet, le cas échéant, les propositions correspondantes au Conseil d'administration. Durant l'exercice sous revue, le comité a tenu huit séances, auxquelles ont participé la directrice générale, le responsable Finances et la responsable Révision du groupe. En sus des objets ci-dessus, il a traité des grands thèmes suivants: choix de la société de révision à laquelle confier l'audit destiné à la PostCom et développement des structures de Réseau postal et vente.

Comité Organization, Nomination & Remuneration

Durant l'exercice sous revue, le comité Organization, Nomination & Remuneration s'est réuni à six reprises. Il remplit une fonction de conseil préalable auprès du Conseil d'administration dans son ensemble en matière de nomination et de révocation des membres de la Direction du groupe et de fixation de leur rémunération. Il est également chargé d'émettre une recommandation quant à la définition du mandat de négociation salariale annuelle avec les associations du personnel. En 2015, en sus des objets ci-dessus, le comité a traité des grands thèmes suivants: Caisse de pensions Poste, développement des structures ainsi que stratégie en matière de ressources humaines.

Comité Investment, Mergers & Acquisitions

Le comité Investment, Mergers & Acquisitions s'occupe de la stratégie en matière de fusions et d'acquisitions ainsi que des différentes alliances stratégiques. Il identifie et examine les opportunités en

RAPPORT DE SITUATION		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE		COMPTES ANNUELS	
6	Activités	60	Structure du groupe et actionnariat	73	Groupe
12	Organisation	60	Comptes réglementaires	153	La Poste Suisse SA
13	Evolution	61	Structure du capital	163	PostFinance SA
16	Stratégie du groupe	61	Conseil d'administration		
22	Gestion financière	65	Direction du groupe		
24	Evolution de l'activité	68	Indemnités		
52	Rapport sur les risques	71	Organe de révision		
57	Perspectives	71	Politique d'information		

matière de participations, de fusions et acquisitions ainsi que d'investissements et d'alliances. Il accompagne en outre la création, la liquidation et la vente de sociétés du groupe, de sociétés associées et de participations. Durant l'exercice sous revue, le comité s'est réuni à cinq reprises. Il a traité, dans le cadre des compétences présentées ci-dessus, de divers projets à long terme novateurs et tournés vers l'avenir, en particulier des perspectives numériques de la Poste.

Instruments d'information et de contrôle

Rapports

Le Conseil d'administration reçoit de l'unité Controlling des rapports mensuels sur la situation financière du groupe et des différentes unités opérationnelles par rapport à l'exercice précédent. Ces rapports comprennent également des budgets, des valeurs prévisionnelles et des indicateurs sur les marchés ainsi que sur le personnel et les innovations.

Par ailleurs, le Conseil d'administration reçoit chaque trimestre des rapports sur les finances et le controlling des projets et est informé par le comité Audit, Risk & Compliance du respect de la planification générale, de la planification financière stratégique et des directives stratégiques du Conseil fédéral. Il reçoit aussi les procès-verbaux des séances de la Direction du groupe, ainsi que les rapports semestriels de la gestion des risques (voir page 126), de la trésorerie, de la communication et de l'unité Révision du groupe. Lors de chaque séance du Conseil d'administration, la directrice générale et le responsable Finances dressent un tableau de la situation de l'entreprise.

Système de contrôle interne des processus financiers

La Poste dispose d'un système de contrôle interne (SCI) qui lui permet d'identifier et d'évaluer précocement les processus financiers ainsi que les risques liés à la tenue et à la présentation des comptes et de les couvrir par des contrôles clés appropriés. Le Conseil d'administration reçoit une fois par an un rapport sur l'état de développement du SCI.

Révision du groupe

L'unité Révision du groupe rend compte en permanence de ses activités au comité Audit, Risk & Compliance et annuellement au Conseil d'administration dans son ensemble. Les membres du comité précité et l'organe de révision externe reçoivent tous les rapports de révision. L'unité Révision du groupe respecte les normes internationales, notamment les principes relatifs à l'intégrité, à l'objectivité, à la confidentialité, aux compétences professionnelles et à l'assurance qualité. Subordonnée au président du Conseil d'administration, elle est indépendante de la Direction du groupe, responsable de la gestion opérationnelle.

Direction du groupe

Composition

Les sept membres de la Direction du groupe et la directrice générale sont nommés par le Conseil d'administration. Ils répondent de la gestion opérationnelle de l'unité d'organisation qui leur est confiée. La directrice générale représente la Direction du groupe devant le Conseil d'administration.

Le président de la direction de PostFinance SA participe aux réunions de la Direction du groupe afin de garantir la coordination des thèmes communs.

Il n'existe aucun contrat de gestion avec des sociétés ou des personnes physiques en dehors du groupe.

Après la directrice générale et son suppléant, les autres membres de la Direction du groupe sont présentés ci-dessous dans l'ordre chronologique de leur entrée en fonction.

Susanne Ruoff

Directrice générale, née en 1958, Suisse, depuis 2012, dipl. en économie de l'Université de Fribourg, Executive MBA

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (directrice générale); British Telecom Switzerland (CEO BT Switzerland Ltd); IBM Suisse (membre de la direction Global Technology Services); IBM Suisse (responsable Public Sector); plusieurs fonctions de direction dans les domaines des prestations de services, du marketing et de la vente. Mandats précédents dans des conseils d'administration (CA) ou des conseils de fondation: Geberit; Bedag; Caisse de pension IBM; Industrial Advisory Board du département informatique de l'EPF Zurich.

Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA et du comité Organization, Nomination & Remuneration, comité Core Banking Transformation (présidente)); Poste CH SA (présidente du CA), International Post Corporation IPC (membre du comité).

Ulrich Hurni

Responsable PostMail, suppléant de la directrice générale, né en 1958, Suisse, depuis 2009, employé de commerce et secrétaire d'exploitation à la Poste, EMBA de l'Université de Zurich

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (PostMail: responsable suppléant, puis responsable; Swiss Post International: directeur; Télécom: contrôleur de gestion/projet; PostFinance: développement de systèmes informatiques).

Principaux mandats: Asendia Holding SA (président du CA); TNT SwissPost SA (membre du CA); Swiss Excellence Forum (membre du comité).

Daniel Landolf

Responsable CarPostal, né en 1959, Suisse, depuis 2001, B. Sc., économiste d'entreprise

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable CarPostal/CarPostal Suisse SA, directeur CarPostal, directeur suppl. CarPostal, responsable Développement d'entreprise CarPostal, directeur adjoint Services des automobiles); DG des PTT (service Marketing central/Stratégies et analyses, service Economie d'entreprise); Credit Suisse SA (négoce de devises).

Principaux mandats: CarPostal Suisse SA (président du CA); Caisse suisse de voyage Reka (membre du CA); Union des transports publics (membre du comité et du comité directeur); Service d'information pour les transports publics LITRA (membre du comité et du comité directeur); Sensetalbahn AG (vice-président du CA).

Yves-André Jeandupeux

Responsable Personnel, né en 1958, Suisse, depuis 2005, lic. sc. soc. et pol. et psychologie ment. de l'Université de Lausanne

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable Personnel); SKYGUIDE (responsable du personnel); CC&T SA, cabinet de conseil en entreprise (partenaire associé); canton de Neuchâtel (responsable du personnel); Posalux SA, fabrique de machines-outils (responsable du personnel); GastroSuisse, Lausanne (responsable du bureau de la Suisse romande); orientation professionnelle du canton du Jura (conseiller en orientation professionnelle).

Principaux mandats: Caisse de pensions Poste (président du Conseil de fondation); Union patronale suisse UPS (membre du comité).

Dieter Bambauer

Responsable PostLogistics, né en 1958, Suisse/Allemagne, depuis 2009, dr ès sc. éc. WWU, JLU

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable PostLogistics); Hangartner AG (CEO); Schenker Suisse SA (CEO); Deutsche Bahn AG (EVP Freight Logistics); Kühne + Nagel Management AG (membre de la direction); MD Papier (membre de la direction, logistique, informatique); RCG (responsable secteur Logistique); Dr. Waldmann & Partner (consultant).

Principaux mandats: Asendia Holding SA (membre du CA); TNT Swiss Post SA (vice-président); Ecole des hautes études économiques, juridiques et sociales de Saint-Gall HSG (membre du comité directeur de la chaire de gestion logistique).

RAPPORT DE SITUATION		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	COMPTES ANNUELS
6	Activités	60	73
12	Organisation	60	153
13	Evolution	61	163
16	Stratégie du groupe	61	
22	Gestion financière	65	
24	Evolution de l'activité	68	
52	Rapport sur les risques	71	
57	Perspectives	71	

Pascal Koradi



Responsable Finances, né en 1972, Suisse, depuis le 1^{er} mars 2012, dr ès sc. éc. de l'Université de Zurich, Chartered Financial Analyst (CFA)

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable Finances); Neue Aargauer Bank AG (directeur financier/membre de la direction, responsable commercial); Credit Suisse UK, Londres (projet de restructuration dans le domaine du banking onshore); Neue Aargauer Bank AG (responsable Trésorerie, collaborateur Controlling).

Principaux mandats: PostFinance SA (membre du CA, comité Risk, jusqu'au 30 novembre 2015); Liechtensteinische Post AG (membre du CA); Caisse de pensions Poste (membre du Conseil de fondation), CFO Forum Schweiz (membre du comité).

Franz Huber



Responsable Réseau postal et vente, né en 1951, Suisse, depuis le 6 juillet 2013, secrétaire d'exploitation, dipl. féd. de commerce, formation en gestion de vente à l'Université de Saint-Gall

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable Réseau postal et vente, responsable Vente, responsable Développement de la structure et du réseau, responsable Développement d'entreprise, responsable du projet Ymago, responsable région Nord-Est à Zurich, responsable Clientèle privée Est/Sud à Zurich, responsable région de vente Wil (SG), responsable du personnel de la Direction d'arrondissement postal de Saint-Gall, responsable Office des ambulants à Saint-Gall).

Principaux mandats: aucun.

Jörg Vollmer



Responsable Swiss Post Solutions, né en 1967, Allemagne, depuis le 1^{er} janvier 2015, employé de banque, dipl. économie d'entreprise, Executive MBA

Parcours professionnel: La Poste Suisse SA (responsable Swiss Post Solutions); Hewlett-Packard (vice-président BPO EMEA, divers postes de direction dans les domaines financier, administratif et opérationnel); Triaton GmbH (directeur); Commerzbank (conseiller).

Principaux mandats: aucun.

Hansruedi Köng, président de la direction de PostFinance SA, n'est pas membre de la Direction du groupe, mais participe néanmoins à ses réunions, afin de garantir la coordination des thèmes communs.

Hansruedi Köng



Président de la direction de PostFinance SA, né en 1966, Suisse, depuis le 1^{er} janvier 2012, lic. sc. pol. de l'Université de Berne, économiste et économiste d'entreprise, Advanced Executive Program (Swiss Finance Institute, Zurich)

Parcours professionnel: PostFinance SA (responsable Trésorerie, responsable Finances, président de la direction; membre du comité directeur depuis le 1^{er} mars 2003); BVgroup Berne (directeur suppléant); PricewaterhouseCoopers AG (Senior Manager); Banque cantonale bâloise (membre de la direction); Banque Populaire Suisse (responsable Asset & Liability Management).

Principaux mandats: TWINT AG (président du CA); Caisse de pensions Poste (membre du Conseil de fondation et président du comité de placements).

Indemnités

Politique

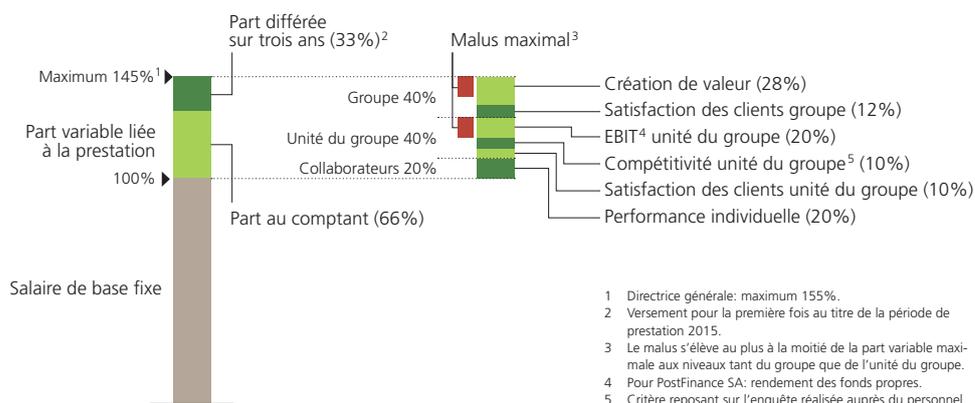
Pour fixer le montant des indemnités des membres de la Direction du groupe, le Conseil d'administration tient compte du risque entrepreneurial, de l'ampleur du domaine de responsabilité du membre concerné ainsi que de l'ordonnance sur les salaires des cadres de la Confédération. Le Conseil d'administration a fixé la rémunération ainsi que les prestations annexes de ses membres dans le «règlement relatif aux indemnités CA».

Fixation des indemnités

La rémunération des membres de la Direction du groupe se compose d'un salaire de base fixe et d'une part variable liée à la prestation pouvant atteindre au maximum 45% du salaire de base annuel brut (55% pour la directrice générale). Au niveau du groupe, la part variable dépend de la création de valeur (pondération: 28%) et de la satisfaction des clients vis-à-vis du groupe (12%), tandis qu'au niveau de l'unité du groupe, on distingue entre des critères qualitatifs (20%) et des indicateurs financiers (20%), tels que l'EBIT ou, pour PostFinance SA, le rendement des fonds propres.

Direction du groupe | Composition de la rémunération

2015



Lors du calcul de la part variable liée à la prestation aux niveaux tant du groupe que de l'unité du groupe, il est également tenu compte d'un éventuel malus, dépendant du degré de réalisation des objectifs. Le malus s'élève au plus à la moitié de la part variable maximale.

On calcule pour les trois indicateurs déterminants (groupe, unité du groupe et contribution personnelle) si la valeur seuil donnant droit à une part variable est atteinte. Si c'est le cas, une part variable est accordée à l'ayant droit. Si, au contraire, la valeur seuil donnant droit à une part variable n'est pas atteinte, il y a malus et la part variable de la rémunération diminue en conséquence. Un tiers de la part variable effective est déposé sur un compte spécial prévu à cet effet pour la rémunération variable. A partir de la troisième année, un tiers du solde de ce compte est versé. Les deux autres tiers de la part variable sont directement versés à l'ayant droit. Si la part variable effective est négative pour cause de malus, le montant négatif est imputé sur le compte de rémunération variable et en diminue ainsi le solde.

Les membres de la Direction du groupe ont droit à un abonnement général en 1^{re} classe, à un véhicule de fonction, à un téléphone mobile, à une tablette électronique et à une indemnité forfaitaire mensuelle pour frais. La Poste paie aussi leurs primes d'assurance risque. En cas de contribution personnelle exceptionnelle, une prime de performance individuelle peut être versée.

RAPPORT DE SITUATION		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	COMPTES ANNUELS
6	Activités	60	Structure du groupe et actionnariat
12	Organisation	60	Comptes réglementaires
13	Evolution	61	Structure du capital
16	Stratégie du groupe	61	Conseil d'administration
22	Gestion financière	65	Direction du groupe
24	Evolution de l'activité	68	Indemnités
52	Rapport sur les risques	71	Organe de révision
57	Perspectives	71	Politique d'information
		73	Groupe
		153	La Poste Suisse SA
		163	PostFinance SA

Aucun membre de la Direction du groupe ni aucune personne proche n'a bénéficié d'autres honoraires, rémunérations, garanties, avances, crédits, prêts ou prestations en nature.

Le salaire de base et la part de la rémunération liée à la prestation des membres de la Direction du groupe sont assurés comme suit: jusqu'au montant maximal possible de 338 400 francs auprès de la Caisse de pensions Poste (primauté des cotisations); pour les revenus supérieurs à ce montant, par le biais d'une assurance pour cadres (primauté des cotisations). L'employeur participe pour plus de la moitié aux cotisations de la prévoyance professionnelle. Les contrats de travail se fondent sur le Code des obligations. Depuis le 1^{er} juillet 2010, le préavis de congé des membres de la Direction du groupe est de six mois. Pour les membres entrés en fonction avant cette date, l'ancien préavis de douze mois s'applique toujours. Il n'existe aucune convention prévoyant le versement d'éventuelles indemnités de départ.

Montant des indemnités

Conseil d'administration

En 2015, les neuf membres du Conseil d'administration ont été rémunérés à hauteur de 964 721 francs au total (honoraires et prestations annexes). Inscrites dans ces indemnités totales, les prestations annexes se sont chiffrées à 203 055 francs. Les honoraires du président du Conseil d'administration ont atteint 225 000 francs. En outre, des prestations annexes lui ont été versées pour un montant de 27 135 francs.

Direction du groupe

Les membres de la Direction du groupe, y compris la directrice générale, ayant perçu des indemnités en 2015 ont été rémunérés à hauteur de 5 273 433 francs au total. Inscrites dans cette rémunération totale, les prestations annexes se sont chiffrées à 331 631 francs. Les parts liées à la prestation effectivement payables en 2016 – qui dépendent de la réalisation des objectifs en 2014 et 2015 et incluent les versements différés – se chiffrent à 1 649 302 francs au total.

Le salaire de base de la directrice générale a atteint 610 000 francs au total et la part liée à la prestation payée en sus 327 079 francs, dont 103 412 francs provenant du compte de rémunération variable.

Indemnités	Somme
2015, CHF	
Président du Conseil d'administration	
Honoraires	225 000
Prestations annexes	
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	22 500
Abonnement général 1 ^{re} classe	4 635
Indemnités totales	252 135
Autres membres du Conseil d'administration (8)	
Honoraires	536 666
Prestations annexes	
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	58 500
Autres prestations annexes	117 420
Indemnités totales	712 586
Total Conseil d'administration (9)	
Honoraires	761 666
Prestations annexes	203 055
Indemnités totales	964 721
Directrice générale	
Salaire de base fixe	610 000
Part liée à la prestation (payable en 2016)	
Parts variables du salaire	223 667
Versement au débit du compte de rémunération variable ¹	103 412
Prestations annexes	
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	30 000
Autres prestations annexes ²	17 442
Autres paiements ³	–
Rémunération totale	984 521
Autres membres de la Direction du groupe (8)⁴	
Salaires de base fixes	2 682 500
Parts liées à la prestation (payables en 2016)	
Parts variables du salaire	1 015 445
Versements au débit du compte de rémunération variable ¹	306 778
Prestations annexes	
Indemnités forfaitaires pour frais et pour représentation	134 400
Autres prestations annexes ²	149 789
Autres paiements ³	–
Rémunération totale	4 288 912
Total Direction du groupe (9)⁵	
Salaires de base et parts liées à la prestation	4 941 802
Prestations annexes	331 631
Rémunération totale	5 273 433

1 La directrice générale ainsi que six autres membres de la Direction du groupe reçoivent pour l'exercice 2015 le premier versement provenant de leur compte de rémunération variable. Pour cette raison, le montant de la rémunération variable n'est pas comparable à celui des années précédentes.

2 Les autres prestations annexes comprennent: abonnement général 1^{re} classe, véhicule de fonction, téléphone mobile, tablette électronique et primes d'assurance risque. Il n'existe aucune convention prévoyant le versement d'éventuelles indemnités de départ.

3 Sept membres actifs et un membre sorti courant 2014

5 Y compris le membre sorti courant 2014. En raison de ce changement, la rémunération globale n'est plus directement comparable avec celle de l'année précédente.

RAPPORT DE SITUATION		GOUVERNANCE D'ENTREPRISE		COMPTES ANNUELS	
6	Activités	60	Structure du groupe et actionnariat	73	Groupe
12	Organisation	60	Comptes réglementaires	153	La Poste Suisse SA
13	Evolution	61	Structure du capital	163	PostFinance SA
16	Stratégie du groupe	61	Conseil d'administration		
22	Gestion financière	65	Direction du groupe		
24	Evolution de l'activité	68	Indemnités		
52	Rapport sur les risques	71	Organe de révision		
57	Perspectives	71	Politique d'information		

Organe de révision

Depuis 1998, l'organe de révision externe de la Poste est KPMG SA, qui exerce également la fonction de réviseur des comptes consolidés. Orlando Lanfranchi est réviseur en chef pour la sixième année consécutive. Les honoraires convenus pour la révision des comptes 2015 et ceux payés pour les prestations fournies durant l'exercice sous revue se sont élevés à 4,2 millions de francs au total.

Politique d'information

Le propriétaire reçoit chaque année le rapport sur les objectifs stratégiques et les rapports sur le personnel (voir page 60). De plus, la PostCom reçoit un rapport sur la fourniture des services postaux relevant du service universel, tandis que l'OFCOM en reçoit un sur la fourniture des services de paiement relevant de ce même service universel. La Poste soumet en outre son rapport de gestion au propriétaire pour approbation. Enfin, les affaires les plus importantes sont régulièrement discutées lors de rencontres (rapport sur la Poste) réunissant des représentants de la Confédération et les hauts dirigeants de la Poste.